

Appel

Face au marché, le service public!

À Paris et Barcelone plus de 300 000 manifestants ont rappelé leur refus de l'ouverture des services publics à la concurrence. Pourtant, la perspective de dérégulation reste présentée comme la seule envisageable en Europe. Les décisions prises à Barcelone, par les chefs d'États européens, d'ouverture à la concurrence de l'énergie, même si elles ne sont pas sans conséquence, n'obligent pas pour autant l'ouverture du capital d'EDF. En France se développe une offensive pour l'ouverture du capital d'EDF et de GDF, qui met ainsi leur avenir en cause. Au-delà, elle menace tout le service public et vise à empêcher toute construction de perspective alternative à la transformation du monde en marchandise. Certes, le terme de privatisation est évité. Mais l'introduction du capital privé et partant, l'emprise des marchés boursiers, conduirait de facto à faire prévaloir les exigences de rentabilité financière. Or, l'expérience l'atteste, celles-ci s'avèrent incompatibles avec les besoins des populations.

Le krach électrique en Californie, les hausses de prix et les mises de fonds publics nécessaires pour pallier l'incurie libérale, la faillite d'ENRON, la situation des chemins de fer britanniques sont révélateurs des impasses du double mouvement de libéralisation et de privatisation des services publics. Plus près de nous, les difficultés actuelles de France Télécom, le scandale des surfacturations imposées par tous les opérateurs de téléphonie portable en témoignent.

Consommateurs, salariés, citoyens nous sommes tous perdants.!

Partout ces politiques ont les mêmes conséquences : exclusion des populations non-solvables, dégradation de la qualité du service, souffrance des salariés, précarisation et réduction de l'emploi. La logique du profit l'emporte sur la solidarité et la démocratie recule. Car l'ouverture du capital, nouvelle étape dans la « normalisation » d'entreprises et d'institutions, représente bien davantage qu'une simple option économique : elle entend discréditer toute logique de solidarité et de partage – à la base du service public – et toute possibilité d'alternative au libéralisme.

Parce que la privatisation de biens publics essentiels au développement humain hypothèque l'avenir de la planète et de l'humanité, nous sommes de plus en plus nombreux, en Europe et dans le monde, à nous alarmer des conséquences

de la généralisation de la concurrence et des privatisations dans le secteur énergétique. L'attachement aux services et aux entreprises publiques traduit le caractère singulier de l'eau, de la santé, de l'éducation, du logement, de la culture, des transports, de la communication, etc. Leur accès est vital et s'inscrit dans les droits universels qui doivent être garantis à chaque être humain.

Pour satisfaire ces droits, pour assurer l'avenir des services et des entreprises publiques, le renforcement de la démocratie et la promotion de l'intervention des populations sont nécessaires. C'est aussi la condition pour que leurs politiques européennes et internationales soient réellement mises au service du développement, de la coopération, et d'une nouvelle solidarité internationale. S'engager dans cette voie passe par l'élargissement inédit et concret de droits démocratiques des salariés, des usagers et des populations que nous opposons à la concurrence et à la privatisation. Cela implique de garantir et de renforcer la maîtrise publique de ces services et entreprises.

Ces questions constituent un véritable enjeu de société. Elles ne peuvent être traitées en catimini, sans réel débat démocratique.

Notre prise de position contre les privatisations d'EDF et GDF et pour l'avenir des services publics vise également à poursuivre et développer des initiatives rassemblant salariés, usagers et citoyens, au niveau local, national, et international. Nous appelons d'ores et déjà à une rencontre publique le samedi 25 mai 2002 à Paris et nous nous inscrivons dans la perspective de mobilisation à l'occasion du sommet européen de Séville et du sommet mondial de Johannesburg.

Premiers signataires

Philippe Antoine (INDECOSA) ; **Jean-Pierre Giacomo** (président de la CNL) ; **Gustave Massiah** (AITEC) ; **Confédération paysanne** ; **Pierre Tartakowski** (secrétaire général d'ATTAC) ; **Yves Salesse** (Fondation Copernic) ; **Malika Zediri** (APEIS) ; **Réseaux Services Publics** ; **Gérard Aschieri** (secrétaire général de la FSU) ; **Joëlle Charuel** (Sud PTT) ; **Jean-Christophe Chaumeron** (secrétaire général adjoint de la fédération CGT des Finances) ; **Yann Cochin** (Sud Énergie) ; **Denis Cohen** (secrétaire général de la fédération des mines et de l'Énergie CGT) ; **Annick Coupé** (porte parole Union syndicale G-10 Solidaires) ; **Olivier Frachon** (secrétaire du CSC des CMP EDF-GDF) ; **Alain Gautheron** (secrétaire général de la fédération CGT des PTT) ; **Didier Le Reste** (secrétaire général de la fédération CGT des cheminots) ; **Jean-Émile Sanchez** (secrétaire de la Confédération paysanne).